



HAL
open science

Résister au Grand Paris, Introduction scientifique

Emmanuel Bellanger, Cedric Ferial

► **To cite this version:**

Emmanuel Bellanger, Cedric Ferial. Résister au Grand Paris, Introduction scientifique. 2020, 10.25580/igp.2020.0048 . hal-04858354

HAL Id: hal-04858354

<https://enpc.hal.science/hal-04858354v1>

Submitted on 29 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Séminaire

Résister au Grand Paris ? Planification métropolitaine et stratégies locales

Mardi 3 novembre 2020, 14h00-17h30

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville
ou Cité Descartes

<https://www.inventerlegrandparis.fr/link/?id=918>

Résister au Grand Paris, Introduction scientifique

par Emmanuel Bellanger et Cédric Ferial

Consultez l'article en ligne

<https://www.inventerlegrandparis.fr/link/?id=3686>

Le thème de notre journée d'étude est celui de la contestation ou de la résistance à la métropole, thème en vogue aujourd'hui dans les études urbaines et qui a fait d'ailleurs l'objet d'un numéro de la revue *Métropoles*, entre autres. Notre parti pris est celui du recours à l'histoire pour saisir le temps présent et plus particulièrement l'histoire des relations Paris / banlieue. Ce contentieux Paris / banlieue, à l'origine de la résistance que l'on va étudier et discuter aujourd'hui, est d'abord une histoire sur le mode du « Je t'aime... moi non plus. », une histoire marquée par des empiétements de la ville capitale, ombrageuse, qu'était Paris.

Albert Thomas, grande figure du socialisme français, haut fonctionnaire international mais aussi maire de Champigny, dit de Paris en 1908 qu'elle est une cité d'empire, soulignant ainsi que l'histoire des relations Paris / banlieue a longtemps été associée à une forme de colonialisme. De même, le premier et le plus puissant journal de presse de la banlieue parisienne, le *Journal de Saint Denis* créé à la fin du 19e siècle, mettait toujours en avant, dans sa volonté de défendre les intérêts de la banlieue, cette hégémonie parisienne comparée à une puissance coloniale empiétant sur ces communes de banlieue. Mais en même temps Albert Thomas écrit aussi :

« La vie de nos communes est maintenant toute mêlée au travail de la capitale. Nous avons ces besoins : il nous faut comme à Paris l'eau, le gaz, les transports, l'électricité. Nous voulons être en permanent contact avec la métropole qui prend la moitié de nos forces vives, de nos travailleurs. Que nous le voulions ou non, nous sommes une partie de la cité empire. »

Cette citation nous invite ainsi à nuancer le contentieux Paris / banlieue. Sa réalité ce sont les terres d'épandage, des nécropoles parisiennes imposées aux villes de la proche banlieue, une législation sur les établissements classés insalubres et dangereux, qui ont très largement empiété sur les territoires suburbains, tous les équipements que la ville de Paris refusaient sur son territoire – les hospices, les maisons d'internement – et se sont encore, bien sûr, les expériences de l'annexion. Je ne parle pas de la plus célèbre d'entre elles, l'annexion de 1859 -1860, mais de l'annexion de la zone militaire, en 1919 et au cours de l'entre-deux-guerres, qui va très largement susciter la contestation dans les villes du premier cercle suburbain. Ce sentiment de relégation de la banlieue parisienne est donc ancien et remonte à la naissance même des banlieues, et traduit le sentiment que Paris a toujours fait preuve d'un égoïsme municipal qui a très largement nourrit ce contentieux.

Un contentieux qui repose également sur une réalité sociale, celle de la relégation, de la pauvreté en banlieue, des inégalités de richesse entre territoires, et celle d'expériences inédites comme celle des mal lotis, étudiée par Annie Fourcaud dans sa thèse d'habilitation (Annie Fourcaud, *La banlieue en morceaux. La crise des lotissements défectueux dans l'entre-deux-guerres*, Grâne, Créaphis, 2000). Cette expérience des mal lotis traduisait un très large mouvement d'urbanisation anarchique de cette première « France périphérique », avec l'installation de plus de 800 000 banlieusards en plus lointaine couronne, et a également contribué à créer des tensions et des sentiments de relégation forts entre les habitants de la banlieue et Paris.

Pour terminer je voudrais relever quelques traductions de défense et de résistance à la métropolisation. La première et la plus évidente de ces traductions est le patriotisme de clocher suburbain. Incontestablement, dans ce contentieux Paris / banlieue se joue également l'identité communale, l'identité suburbaine, qui est d'autant plus forte et prégnante qu'elle interagit avec ce sentiment de relégation. Une autre de ces traductions est ce goût pour la campagne, évoqué dans un colloque, puis un livre, sous la direction de Florence Bourillon et Arnaud Baubérot sur l'urbaphobie, *Urbaphobie. La détestation de la ville aux XIXe et XXe siècles* (Pompignac, Éditions Bière, 2009). La traduction de cette résistance à la métropolisation c'est aussi l'histoire de l'urbaphobie, dont l'extension la plus contemporaine est celle du réquisitoire contre Paris qu'on a pu appeler le « gravierisme », le « gravierisme » étant la déclinaison de l'ouvrage du géographe Jean-François Gravier *Paris et le désert français* (1947).

Enfin, dans cette résistance et cette contestation face à la métropolisation, il y a aussi une forme de messianisme. Messianisme religieux : je pense aux chantiers du cardinal, à cette église suburbaine qui cherche à regagner du terrain face à l'emprise du socialisme et du communisme. Et bien sûr messianisme politique. Je pense ici encore aux travaux d'Annie Fourcaud lorsqu'elle décrit le patriotisme de clocher à base de classe, qui marque l'avènement d'une banlieue rouge. Et d'autres formes de messianisme encore, relatives à un entre-soi sociologique par

exemple, comme on le verra dans la communication de Tanguy Pennec sur la « banlieue bleue ».

Enfin, parmi les traductions de cette résistance à la métropolisation, on relève aussi une revendication d'égalité, ou plus précisément la volonté de retourner le stigmate. Ce stigmate très souvent attaché à l'expérience suburbaine fait aussi de ces territoires de la relégation des territoires de fierté, des « banlieues – oasis », pour reprendre les termes de Katherine Burlen, qui mettent aussi en avant la banlieue comme un laboratoire de ressourcement et d'expérimentation de l'urbain.

« Résister au Grand Paris », titre de notre journée d'étude, n'est pas une affirmation mais une question, formulée de manière volontairement polémique. Elle joue sur une opposition supposée entre Paris et la banlieue. Évidemment nous n'allons pas envisager uniquement le cas parisien. Cette journée permettra également d'examiner celui de Lyon par exemple pour envisager la résistance à la métropolisation de manière générale. Cette notion de résistance n'est pas forcément à comprendre sous la forme des mobilisations collectives ou des manifestations – thématiques étudiées récemment lors du colloque *La ville est à nous qui s'est tenu à Paris en 2015*^[1]. Notre projet est plutôt ici de contribuer à une histoire de la mutation des métropoles articulée à une réflexion sur le rôle des grands plans qui scandent l'histoire de l'aménagement du Grand Paris. Nous voulons essayer de complexifier la lecture historique des grands plans en envisageant les différents acteurs qui interviennent en amont, pendant ou après, soit pour accompagner les stratégies, soit les contrer, les contourner, etc. Nous favoriserons aujourd'hui l'échelon municipal et local, échelle finalement peu retenue dans l'analyse des grandes métropoles contemporaines et nous nous intéresserons aux perceptions des pouvoirs locaux, mais aussi parfois à celles des grands acteurs privés ou des populations. Comment la métropolisation fait-elle sujet à l'échelon local ?

Dans cette journée d'étude, le terme « résister » n'est pas forcément à comprendre comme une opposition entre partisans et opposants de la métropolisation, mais plutôt comme un dégradé de toutes les frictions et stratégies possibles. Parfois résister au Grand Paris ne signifie par forcément résister à la métropolisation ou à au projet d'une organisation métropolitaine.

Cette problématique a été davantage travaillée autour de l'extension de 1860 qu'au 20e siècle, même s'il faut citer ici les travaux d'Emmanuel Bellanger sur la banlieue rouge, les travaux de Sébastien Radouan sur Saint-Denis et ceux de Tanguy Pennec sur la « banlieue bleue ».

De ce point de vue, « résister au Grand Paris » n'entend pas opposer une histoire des vainqueurs et une histoire des vaincus mais plutôt comprendre les différentes manières d'adhérer ou non aux grands plans d'aménagement de la métropole. Cette question m'est venue lors d'une étude sur la ville de Sceaux dans les années 60-70. Au 19e siècle Sceaux bénéficiait d'un certain statut d'exceptionnalité au sein du département de la Seine, puis elle a connu un vrai déclassement au fur à mesure du 20e siècle. Dans le cadre du SDAU de 1965 elle n'apparaît plus comme un pôle d'une première périphérie dans laquelle elle est noyée. À cette époque, le maire de Sceaux, le chrétien démocrate Erwin Guldner, ne s'opposait pas du tout à la métropolisation ni aux plans du « Grand Paris » (que l'on appelait pas encore ainsi). Au contraire, il s'insurgeait de voir sa ville disparaître des stratégies métropolitaines. En fait il demandait plus de Grand Paris, mais dans laquelle sa ville tiendrait une place majeure. Ce faisant, Guldner s'opposait à une majorité de son électorat qui, à l'inverse, ne voulait pas faire de Sceaux un grand pôle métropolitain mais au contraire cultiver une image de village, de petite ville épargnée par la métropolisation.

Saisi par l'échelon local, l'histoire des métropoles paraît ainsi infiniment plus complexe qu'une succession de plans imposés plus ou moins verticalement sur le terrain « neutre » des banlieues et de leurs habitants. Les quatre contributions réunies ici en offriront un premier panorama.

Notes et références

[1] Isabelle Backouche, *al. (dir.), La ville est à nous ! Aménagement urbain et mobilisations sociales depuis le Moyen Âge*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2018.

A propos de l'auteur

Emmanuel Bellanger est directeur du Centre d'histoire sociale (CHS) des mondes contemporains de l'Université Paris 1. Ses travaux portent sur l'histoire des banlieues, des sociabilités et des politiques urbaines. Ils se focalisent sur l'histoire des villes populaires et résidentielles. Ils portent également sur l'étude des politiques publiques et leurs réseaux, l'histoire du Grand Paris et l'histoire des « élites municipales » et du personnel des collectivités territoriales. Leur cadre chronologique s'étend des années 1880 au temps présent. Directeur de recherche au CNRS.

Cédric Feriel est agrégé d'histoire (2008), docteur en histoire (2015) et maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Rennes 2. Il mène actuellement trois chantiers de recherche. Le premier concerne la construction de questions urbaines internationales au XXe siècle et les réseaux d'experts qui les travaillent. Un second champ touche aux usages politiques et sociaux de la notion d' « urbanité » au cours du second XXe siècle et surtout depuis les débuts des années 1980. Enfin, un dernier terrain vise à expérimenter la manière de travailler l'histoire urbaine par les humanités numériques.